

V. D. 632/43-6 : Imputation des versements allemands au titre des prestations de matériel (1/7/40 - 31/7/42).

Nécessité d'une Assemblée Générale en cas de modifications des comptes

Note	20. 7.43		
Note du Contentieux			
C.A.	21. 7.43	26	Qd b)
Note	26. 7.43		
Note du Contentieux	6. 9.43		

Note pour Monsieur CLOSSET

Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Par note du 10 août, vous avez bien voulu me demander d'étudier spécialement diverses questions relatives à la répartition des 2.500 M. versés par la D.R. au titre du matériel maintenu hors du territoire pendant la période courue jusqu'au 1er août 1942.

- I -

Dans quels cas exactement une Assemblée Générale, en droit commun, a-t-elle le droit de revenir sur des comptes précédemment approuvés par elle ? Quelle est la doctrine à ce sujet et y a-t-il une jurisprudence ?

Selon M.M. Thaller et Pic (Traité des Sociétés Commerciales, t. 2 N° 1326) "le vote d'approbation des comptes sans réserves est irrévocable : les intéressés auraient simplement le droit (le cas de fraude excepté) de demander la rectification des erreurs, omissions, etc., d'ordre purement matériel".

On lit également dans une note de M. le Professeur Boistel (D.1889.2.265) : "En principe, et dans l'état normal des choses, l'approbation donnée par l'Assemblée Générale aux comptes des administrateurs a une valeur absolue et définitive; elle ferme la porte à toute discussion sur les comptes qui en ont été l'objet ... Mais tous les contrats sont sujets à certaines causes de nullité et parmi celles-ci figure en première ligne l'erreur sur les éléments substantiels de l'obligation. Spécialement en matière de reddition de comptes, l'article 541 du C. Pr. Civ. reconnaît que le vice d'erreur permet de revenir même sur les décisions de la justice qui auraient établi ou approuvé tous les éléments du compte. Cet article doit être appliqué par analogie complète au compte rendu à l'amiable. Il vise comme causes, en apparence multiples, de révision du compte, les erreurs, omissions, faux ou doubles emplois; mais si l'on analyse ces différents cas, on se convainc facilement qu'ils se ramènent tous à l'erreur. C'est donc à bon droit qu'il a été jugé que l'Assemblée Générale peut parfaitement revenir sur l'approbation donnée par elle aux comptes d'une année antérieure, lorsqu'il s'agit de rectifier des inexactitudes graves survenues dans le bilan".

MM. Houpin et Bosvieux écrivent de même : "L'inventaire, lorsqu'il a reçu l'approbation de l'Assemblée Générale, est assimilable à un arrêté de comptes. Il y a donc lieu de lui appliquer l'article 541 du C. Pr. Civ. aux termes duquel il ne peut être procédé à la révision d'aucun compte que s'il y a erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. Mais - ajoutent ces auteurs - l'Assemblée Générale peut toujours relever et rectifier les inexactitudes contenues dans les bilans antérieurs (Traité des Sociétés, t. 2, n° 1231 - Cf également Chambaz et Leblond,

Précis des Sociétés, n° 1405, 4°).

Et M. ~~Duguin~~ Decugis se prononce dans ce sens : "Il convient de remarquer que, si l'Assemblée Générale ne peut, sans excéder ses pouvoirs, annuler les délibérations régulièrement prises par les Assemblées précédentes, elle peut néanmoins rectifier les erreurs ou les inexactitudes des bilans antérieurs" (Traité des Sociétés par actionnaires, n° 364, page 549).

Enfin, dans leur ouvrage sur les bilans et inventaires, M. le Bâtonnier Charpentier et M^e Hamelin exposent ce qui suit (paragraphe 507) :

"L'Assemblée Générale peut toujours rectifier les bilans des années précédentes, même s'ils ont été régulièrement approuvés.

"Ce droit de l'Assemblée Générale a été vivement contesté au nom de ce qu'on appelle "la continuité des bilans". Il est de principe, dans une comptabilité bien tenue, que les énonciations de chaque bilan doivent se retrouver dans le suivant, sous la seule réserve des modifications survenues dans le dernier exercice. Au nom de ce principe, on a prétendu interdire toute révision des comptes antérieurement approuvés.

"Mais cette règle comptable ne peut être opposée à la nécessité juridique de dresser des bilans exacts. Il est impossible de laisser l'erreur se perpétuer dans le bilan du dernier exercice, impossible de dire que, parce qu'elle aura passé inaperçue dans une première Assemblée, elle s'imposera à toutes les Assemblées suivantes; d'autre part, si elle n'est effacée que dans le dernier bilan, celui-ci sera en désaccord avec les bilans antérieurs. C'est donc au nom même du principe de continuité que la rectification de tous les bilans inexacts s'impose. Une objection plus sérieuse peut être tirée de l'article 541 C. Pr. Civ. qui interdit la révision des comptes. Il est généralement admis que cet article s'applique aux inventaires. Mais il laisse ouverte l'action en redressement en cas d'erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. Les rectifications à apporter aux bilans rentrent fréquemment dans ce cadre".

En résumé, la doctrine considère que si, en principe, l'approbation des comptes par l'Assemblée a un caractère définitif, des redressements restent toujours possibles, tout au moins dans le cadre de l'article 541 du C. Pr. Civ.

Un auteur, M. Copper-Royer, se montre encore plus large :

"L'Assemblée Générale - écrit-il - demeure libre de prendre toute résolution nouvelle qui lui paraît convenable pour ses intérêts. Spécialement elle peut ordonner tout redressement des comptes; par exemple, elle peut ordonner que la somme mise une première fois en réserve en vue de la distribution d'un dividende en actions sera désaffectée et employée à tels ou tels amortissements" (Traité des Sociétés anonymes, t. 2, p. 536).

Dans cette thèse, une erreur proprement dite, dans des comptes ne serait même pas nécessaire pour qu'une rectification soit possible; mais il s'agit là d'une opinion isolée que les Tribunaux admettraient sans doute difficilement.

Les redressements des bilans antérieurs ne sont pas, d'ailleurs, seulement une faculté réservée à l'Assemblée Générale; le Conseil d'Administration a même, sous peine d'engager sa responsabilité, le devoir de les provoquer, s'il a eu connaissance des irrégularités commises (Charpentier et Hamelin, parag. 509; Houpin et Bosvieux, n° 1231).

La jurisprudence a eu, dans diverses décisions, à se prononcer sur des difficultés relatives à la rectification de comptes approuvés par des Assemblées Générales.

Dans une affaire Compagnie La Clémentine c/ Lemarchand, Maillet et Cons., sur laquelle a statué la Cour d'Appel de Paris par arrêt du 20 janvier 1888, une Assemblée Générale du 21 juillet 1883 avait modifié les chiffres des principaux éléments qui composaient le bilan de l'exercice de 1881 présenté l'année précédente à l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 mai 1882, et rectifié le bilan de telle sorte que le compte de profits et pertes, au lieu de présenter un bénéfice de plus d'un million, s'est soldé en ^{une} perte de plus de 500.000 francs. A raison de cette modification, l'Assemblée avait prescrit au nouveau Conseil d'Administration de réclamer aux anciens administrateurs les sommes qui leur avaient été attribuées en vertu de ce bilan, tant à titre de part de bénéfice qu'à titre de dividende. Un ancien administrateur, M. Lemarchand, demandait la nullité de la résolution prise par l'Assemblée de 1883, en faisant valoir que l'Assemblée de 1882 avait délibéré en toute liberté sur ses intérêts, et que le vote émis par elle donnait aux chiffres du bilan de cet exercice un caractère définitif sur lequel aucune assemblée postérieure n'avait le pouvoir de revenir.

Par jugement du 27 juillet 1885, le Tribunal de Commerce de la Seine avait donné gain de cause à M. Lemarchand mais la Cour de Paris a réformé ce jugement pour les motifs ci-après :

"Considérant qu'il n'est pas interdit à une société, régulièrement représentée par son Assemblée Générale, de relever et rectifier les
"inexactitudes graves survenues dans les bilans antérieurs; que le souci
"du bon ordre et de la bonne tenue de sa comptabilité peut même, dans cer-
"taines circonstances, lui en faire un devoir rigoureux; qu'il ne lui est
"pas davantage défendu de prendre les mesures et de prescrire les réclama-
"tions qui lui paraissent commandées par la sauvegarde de ses intérêts et
"par l'appréciation des responsabilités engagées vis-à-vis de ses intérêts et
"à subir, en cas d'échec, la peine réservée par la loi aux plaideurs té-
"méraires; que la résolution attaquée n'ayant pas eu une autre portée, il
"n'échet d'en prononcer la nullité" (D. 1889.2.265).

Dans un autre arrêt du 19 mars 1890, la Cour de Paris a également jugé qu'une Assemblée Générale d'actionnaires peut relever et rectifier les inexactitudes contenues dans un bilan antérieur (J.S. 1891; p. 478).

elle aussi
La Cour de Douai a eu, *elle aussi*, à connaître d'un litige soulevé par des actionnaires de la "Fabrique de tubes de Solesmes" au sujet du montant des dividendes afférents aux exercices écoulés de 1923 à 1928. Selon les actionnaires demandeurs, les répartitions effectuées étaient insuffisantes, eu égard aux règles statutaires qui, - disaient-ils - n'autorisaient pas l'attribution, à un fonds de prévoyance, de la somme prélevée.

En cours d'instance, la Société crut pouvoir opérer des rectifications qui furent approuvées par une Assemblée Générale.

Dans son arrêt du 26 juin 1930 (J.S. 1932, p. 348) rappelé dans un autre arrêt du 23 avril 1932 (J.S. 1933, p. 487), la Cour d'Appel n'a pas admis qu'au cours d'une instance, et dans le but d'empêcher une expertise, une Société modifie, sans aucun contrôle, les chiffres précédemment approuvés, mais elle a précisé "que les Assemblées Générales peuvent rectifier leurs décisions antérieures en cas d'erreurs graves commises dans l'établissement des bilans".

Au sujet d'un différend relatif à un prix de cession d'actions fixé eu égard aux bénéfices sociaux, les prétentions de l'actionnaire vendeur, tendant à remettre en question les comptes approuvés, ont été rejetés par la Cour de Lyon dans un arrêt du 3 décembre 1925 (J.S. 1927 p. 351).

Le demandeur, M. Brochier, critiquait l'évaluation des marchandises et la consistance des stocks qui, par suite de leur fixation trop faible selon lui, avaient pour conséquence d'abaisser le prix de cession.

Dans ses motifs, la Cour s'exprime en ces termes :

"Attendu qu'il ne saurait être procédé à la révision des comptes d'une Société ayant régulièrement délibéré, lorsque ceux-ci ayant été vérifiés par les commissaires aux comptes, les inventaires approuvés, la décision a été prise par la majorité des actionnaires, après production par l'actionnaire opposant qui prétend à cette révision, de toutes les critiques et moyens qu'il reprendra dans la suite, ainsi que Brochier l'a fait à l'appui de sa demande; que, dans les cas où l'action en révision demeure ouverte, elle doit être fondée sur des erreurs, omissions, faux ou doubles emplois qui auraient déterminé l'acceptation, par les parties, du règlement dont Brochier n'apporte point la preuve; que ses conclusions tendant à une expertise portent sur des faits dès maintenant démentis par les documents de la cause et que la mesure sollicitée serait ainsi inutile et frustratoire".

On peut rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de Paris du 10 février 1932 (J.S. 1933, p. 114) intervenu sur la liquidation des droits d'associés exclus d'une société anonyme à capital variable (Société des charpentiers français).

L'arrêt a débouté les associés, MM. Prat et Charrières, dans les termes suivants :

"Considérant que Prat et Charrières demandent que, préalablement à l'établissement de leur part, la révision des bilans et écritures sociales soit ordonnée; mais que s'agissant de comptes arrêtés et

"approuvés par les Assemblées Générales compétentes dont la décision, "dés lors qu'elle a été régulière, même en ce qui concerne le bilan de "1926, lie les appelants, puisque dans le procès ils font valoir le "droit qu'ils tiennent de leur qualité d'actionnaires, cette révision "n'est possible, ainsi que le reconnaissent d'ailleurs les appelants, "que dans les termes de l'article 541 du C. Fr. Civ., c'est-à-dire "pour faux, erreur ou omission; que les appelants ne formulent aucun "grief de cet ordre; qu'il ressort de leurs explications devant l'ar- "bitre, que ce qu'ils critiquent ce sont les emplois faits des valeurs "sociales, les attributions qui leur ont été données, c'est-à-dire la "gestion même de la Société; que la demande de ce chef est irrecevable".

Citons, enfin, un autre arrêt de la Cour d'Appel de Paris, en date du 3 décembre 1910 (J.S. 1912, p.220) qui n'a pas été rendu, il est vrai, sur des comptes approuvés par une Assemblée Générale, mais qui applique les principes relatifs aux comptes en matière de sociétés. En l'espèce, il s'agissait de cession de droits sociaux moyennant un prix payable à terme, étant entendu que l'acquéreur se réservait ~~un~~ droit de remboursement anticipé, moyennant une indemnité calculée suivant un certain pourcentage sur les bénéfices. Ce paiement par anticipation ayant eu lieu, l'acquéreur voulait revenir sur le règlement intervenu, l'inventaire ayant servi de base au calcul des bénéfices devant, selon eux, être rectifié par suite du non recouvrement de créances ou de pertes des marchandises qui y figuraient.

La Cour déclara le demandeur mal fondé dans ses prétentions.

"Considérant que le bilan du 30 avril 1907 a été dressé et établi "par Robert et Cie; que c'est volontairement qu'ils ont porté à l'actif "pour leur montant intégral, des créances que déjà ils étaient en mesu- "re de présumer irrecevables; que les inventaires d'une société com- "merciale, approuvés et exécutés par les intéressés, constituent des "comptes dans le sens de l'article 541 du C. Fr. Civ., dont la révision "est interdite hors des cas prévus par ledit article; que l'erreur vi- "sée par l'article 541 a trait à une valeur totalement inexistante; que "les appelants allèguent simplement qu'ils se sont trompés sur la solva- "bilité de leurs débiteurs et sur l'évaluation de leur valeur active, "sans d'ailleurs s'être trompés sur aucun des éléments matériels de "l'inventaire; qu'ainsi l'erreur invoquée ne rentre pas dans la caté- "gorie de celles qu'indique l'article 541; que, par suite, il n'y a "par lieu à révision et que les chiffres portés à l'inventaire règlent "les droits des parties".

L'annotateur de cet arrêt indique que l'omission, c'est l'oubli d'un article qui devrait figurer en recette ou en dépense; une erreur portant sur l'évaluation de valeurs actives ou passives ou sur l'appréciation de la solvabilité de débiteurs, ne rentre donc pas dans un des cas prévus par l'article 541 qui autorisent une action en redressement de compte.

Il ressort de ces diverses décisions que, comme la doctrine, la jurisprudence considère que les redressements de comptes approuvés par des Assemblées Générales peuvent, et même doivent être opérés en cas d'inexactitudes graves, ou tout au moins s'il y a eu erreurs, omissions faux ou doubles emplois.

La Cour de Cassation décide que les juges du fond apprécient souverainement si la demande tend à la révision d'un compte ou à un simple redressement pour erreurs, omissions, faux ou doubles emplois (Glasson, Tissier et Morel, Traité de procédure civile, t. 5, n° 1743).

II

La cas échéant, quels seraient les recours auxquels nous nous exposerions ? a) En ce qui concerne le remaniement des comptes, on peut envisager un recours, soit de la part des Compagnies, soit de la part d'un obligataire ancien, soit de la part d'un souscripteur à l'un des récents emprunts S.N.C.F., lequel pourrait se plaindre de ce que le bilan qui a été publié au moment de l'émission ne serait plus le même aujourd'hui. - b) En ce qui concerne les modalités de répartition de la prime les recours pourraient venir :

- soit des bénéficiaires des primes des exercices 1940, 1941 et 1942 qui soutiendraient que la majoration doit leur être attribuée (avec ventilation entre les trois exercices);

- soit des bénéficiaires de la prime de l'exercice 1943 qui pourraient soutenir que la recette n'ayant été réalisée qu'en 1943, c'est la prime de ce dernier exercice qui aurait dû être majorée.

Avons-nous un moyen de nous prémunir contre ces recours ?

a) Je suis d'accord avec vous pour considérer que nous serions couverts, du côté des Compagnies, par l'accord que leurs représentants au Conseil d'Administration ont donné à la formule proposée par le Ministre, ainsi que par l'unanimité à l'Assemblée Générale.

Du côté des obligataires, nous ne courrons également aucun risque de réclamations, la convention de 1937 garantissant le service de leurs titres, quel que soit le déficit du compte de liquidation de la SNCF.

b) Mais il en est différemment, comme vous l'avez indiqué, en ce qui concerne les bénéficiaires de la prime d'exploitation.

Les bénéficiaires des primes afférentes aux exercices 1940 et 1941 qui n'auraient plus droit à la prime de l'exercice 1942 auraient intérêt à soutenir que les exercices 1940 et 1941 doivent être rectifiés, afin de se voir attribuer une majoration de la prime qu'ils ont touchée.

D'autre part, ceux des bénéficiaires de la prime de l'exercice 1943, qui n'auraient pas droit aux primes des exercices précédents auraient intérêt à soutenir que la recette doit figurer exclusivement à l'exercice 1943 et que c'est la prime de ce dernier exercice qui doit être majorée.

Il est évident que pratiquement ce sont les bénéficiaires appartenant à la première catégorie dont un recours est le plus à craindre.

Pourrait-on soutenir que la question de la répartition de la somme en cause entre divers exercices constitue un acte de gestion de la Société dans lequel des tiers n'ont pas à s'immiscer, et que toute demande de la part de ceux-ci serait irrecevable ?

Une difficulté analogue a été examinée dans le Traité des bilans et inventaires de MM. Jacques Charpentier et Hamelin (paragraphe 51³ et suiv.).

Ces auteurs envisagent le cas de tiers intéressés dans les bénéfices : porteurs de parts de fondateurs, personnel participant aux bénéfices, etc ... et se demandent quel est le droit de contrôle qu'ils peuvent exercer pour sauvegarder leurs intérêts.

En ce qui concerne le droit de communication de pièces comptables, la loi ne prévoit aucun droit spécial, mais il est reconnu que les tiers pourraient, tout au moins, exiger la représentation et l'examen des comptes par expert.

Beaucoup plus délicate est la question du droit de critique. MM. Charpentier et Hamelin estiment qu'elle doit se résoudre au moyen d'une distinction entre les actes de gestion et les opérations de comptabilité.

La Société est seule maîtresse de la gestion de la Société. Mais les opérations de comptabilité, qui ont pour objet de traduire en chiffre une situation économique déterminée, ne sauraient - disent-ils - être laissées à l'arbitraire de la Société. Sans doute, celle-ci est libre d'organiser sa comptabilité comme elle l'entend; mais quelle que soit la méthode qu'elle a adoptée, il faut que les résultats soient conformes à la situation véritable. Ce n'est plus là une question comptable. C'est une question de droit.

Et selon ces auteurs, si la Société est libre de se charger de frais généraux aussi lourds qu'il lui convient sans que les intéressés aux bénéfices puissent l'en empêcher, ceux-ci peuvent lui interdire d'enfler le compte de frais généraux en y incorporant des dépenses qui n'en présentent pas le caractère. De même, le taux des amortissements doit être calculé sur le déperissement des valeurs actives. Si la Société le dépasse, les tiers sont en droit de s'élever contre les réserves occultes constituées par ce moyen.

Sans doute laisse-t-on ainsi moins de liberté à la Société dans les simples opérations de comptabilité que dans les actes beaucoup plus importants de la gestion. Mais il faut tenir compte de l'intérêt des tiers à être exactement instruits, par des bilans sincères, des opérations de la Société.

La jurisprudence tend à rattacher ses décisions à la théorie de l'abus de droit : la Société serait maîtresse de sa comptabilité, à moins qu'elle n'abusât de ce droit pour nuire aux tiers.

En définitive, nous ne saurions, en cas d'action, opposer une fin de non-recevoir pure et simple, tirée de l'irrecevabilité de la demande.

Pour faire échec à une telle action, il faudrait, comme vous l'avez envisagé, qu'un texte spécial nous permit d'effectuer la répartition correspondant à la recette de 2.500 M., en complément de la prime afférente à l'exercice 1942.

Ce texte est d'autant plus nécessaire que les bénéficiaires de la prime de l'exercice 1943 pourraient se prévaloir des principes posés dans un arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1874 (Lebon, 1874, p. 543) suivant lequel "les recettes de l'exploitation sont portées au compte de l'exercice pendant lequel elles ont été constatées, quand même l'encaissement n'aurait eu lieu que postérieurement, mais on ne peut admettre comme constatées que les recettes dont le montant ne fait l'objet d'aucun litige et dont le recouvrement est assuré" - et, en la circonstance, il pourrait être objecté que précisément la recette de 2.500 M. n'a été vraiment établie et liquidée qu'en 1943.

Le texte à prendre peut-il être un arrêté ou faudrait-il recourir à une loi ?

Aux termes de l'article 37 de la convention du 31 août 1937, un arrêté concerté des ministres des Travaux Publics et des Finances fixera, la Société Nationale entendue, les modalités de répartition de la prime.

Comme vous l'avez fait observer, il est peut-être difficile de considérer qu'il s'agit, en l'espèce, d'une simple "modalité", dès lors que la mesure envisagée peut avoir pour effet d'éliminer certains intéressés et de profiter à d'autres bénéficiaires.

Sans doute, les parties prenantes ne sont-elles pas définies dans la Convention et, d'autre part, il y a le précédent du décret du 29 décembre 1922, relatif à la prime de gestion sous le régime de la convention de 1921.

Mais, au cas présent, si nous voulons avoir toute sécurité, j'estime qu'il serait préférable - si cela est possible - de procéder par la voie législative, soit directement au moyen d'une loi, soit en passant avec l'Etat une convention qui réglerait la difficulté et serait approuvée elle-même par une loi.

6 septembre 1943

signé : AURENGE.

séance du 21 juillet 1943

Questions diverses

- b) Imputation de la somme de 125 M. de R.M. payée par la Deutsche Reichsbahn au titre de location de matériel pour la période allant jusqu'au 31 juillet 1942.-

P.V.

M. LE PRESIDENT donne connaissance de la dépêche en date du 15 juillet 1943 par laquelle M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a fait savoir, en réponse aux propositions qui lui avaient été soumises le 11 janvier, qu'il était d'accord pour attribuer à chacun des exercices 1940, 1941 et 1942 la part qui lui revient dans le versement de 2.500 M. effectué par la Deutsche Reichsbahn au titre de location de matériel, à savoir:

- 1940	90 M.
- 1941	1.329 M.
- 1942	1.081 M.

Toutefois, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances a fait observer que l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 aurait pour conséquence d'attribuer au Fonds de renouvellement, en 1941, une dotation supérieure à celle qui lui a été versée en 1942, alors qu'à son avis, il serait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature dudit avenant, que cette dotation ne dépassât pas la moitié de l'annuité théorique telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941.

D'accord avec son Collègue des Finances, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications propose de fixer le montant de l'attribution à réserver pour 1941 au Fonds de renouvellement à un chiffre atteignant en valeur absolue le montant de la dotation de 1942. L'excédent disponible serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa, de la Convention du 31 août 1937.

Pour l'exercice 1940, la recette supplémentaire de 90 millions serait affectée également au remboursement partiel des avances du Trésor.

Enfin, pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939 (§ c, 3°) l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement, à due concurrence, de l'indemnité compensatrice versée par le Trésor, en vertu de l'article 18 de la Convention de 1937.

Il s'agit, en définitive, d'une transaction. Sans doute peut-on considérer qu'elle n'est pas strictement conforme à l'avenant du 4 mars 1942. Mais, étant donné les difficultés auxquelles a donné lieu le règlement de cette question et compte tenu de ce que la S.N.C.F. obtient satisfaction sur le principe même de la répartition par exercice, il semble qu'elle puisse être acceptée.

Le Conseil se déclare d'accord sur la ventilation ainsi proposée, étant entendu que les conclusions de l'étude actuellement en cours sur le point de savoir si l'Assemblée Générale des Actionnaires doit ou non être appelée à se prononcer sur les redressements de comptes correspondants lui seront ultérieurement soumises.

.....

M. LE PRESIDENT - Par dépêche en date du 15 juillet 1943, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a fait savoir, en réponse aux propositions qui lui avaient été soumises le 11 janvier, qu'il était d'accord pour attribuer à chacun des exercices 1940, 1941 et 1942 la part qui lui revient dans le versement de 2.500 M. effectué par la Deutsche Reichsbahn au titre de location de matériel, à savoir :

- 1940	90 M.
- 1941	1.329 M.
- 1942	1.081 M.

Toutefois, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances a fait observer que, dans ces conditions, l'application littérale de l'avenant du 4 mars 1942 aurait pour conséquence d'attribuer au Fonds de renouvellement, en 1941, une dotation supérieure à celle qui lui a été versée en 1942, alors qu'à son avis, il serait conforme à l'intention des parties, au moment de la signature dudit avenant, que cette dotation ne dépassât pas la moitié de l'annuité théorique telle qu'elle pouvait être calculée à la fin de l'exercice 1941.

D'accord avec son Collègue des Finances, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications propose de fixer le montant de l'attribution complémentaire à réserver pour 1941 au Fonds de renouvellement de façon telle que la dotation de 1941 atteigne en valeur absolue le montant de la dotation de 1942. L'excédent disponible serait affecté au remboursement partiel des avances du Trésor au titre de l'article 25, 1er alinéa, de la Convention du ^{31 août} 1937.

Pour l'exercice 1940, la recette supplémentaire de 90 M. serait affectée également au remboursement partiel des avances du Trésor.

Enfin, pour l'exercice 1942, conformément aux dispositions de l'art. 2 de la Convention du 9 septembre 1939 (§ 6, 3°) l'excédent du compte de liquidation serait utilisé au remboursement, à due concurrence, de l'indemnité compensatrice versée par le Trésor en vertu de l'article 18 de la Convention de 1937.

Il s'agit, en définitive, d'une transaction. Sans doute peut-on considérer qu'elle n'est pas strictement conforme à l'avenant du 4 mars 1942. Mais, étant donné les difficultés auxquelles a donné lieu le règlement de cette question et compte tenu de ce que la S.N.C.F. obtient satisfaction sur le principe même de la répartition par exercice, il semble qu'elle puisse être acceptée.

Le Conseil se déclare d'accord sur la ventilation ainsi proposée, étant entendu que les conclusions de l'étude actuellement en cours sur le point de savoir si l'Assemblée Générale des Actionnaires doit ou non être appelée à se prononcer sur les redressements de comptes ultérieurement correspondants lui seront soumises.

Répercussion des redressements de comptes
résultant du versement de l'indemnité de 2.500 millions

I - au regard de l'approbation par l'Assemblée Générale

1 - Les comptes ne sont approuvés chaque année par l'Assemblée Générale que sous réserve des redressements qui seraient apportés ultérieurement par la Commission de vérification des comptes.

Aux termes de l'article 16 du décret du 11 décembre 1940 sur le contrôle, cette commission vérifie la régularité des imputations et propose les redressements nécessaires sur lesquels il est statué ensuite définitivement par les Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances. Sans attendre l'examen de l'ensemble des comptes d'un exercice, la Commission peut donner son avis sur un des éléments isolés de ce compte et le Secrétaire d'Etat aux Communications peut, après consultation du Secrétaire d'Etat aux Finances, prendre, en ce qui concerne ces éléments isolés, une décision dont il sera fait état lors du règlement des comptes.

2 - En application de cette procédure, il pourrait être demandé à la Commission de vérification des comptes de donner son avis sur les redressements à opérer dans les comptes des exercices antérieurs par suite de la ventilation entre ces exercices de l'indemnité de 2.500 M. Cet avis serait suivi d'une décision du Secrétaire d'Etat aux Communications. Les opérations comptables auxquelles cette décision donnerait lieu se traduiraient dans les comptes de l'exercice 1943 qui seront soumis à l'Assemblée Générale de 1944. Il suffirait, à ce moment, d'attirer l'attention de l'Assemblée sur ces redressements, soit dans le rapport du Conseil, soit dans le rapport de la Commission des comptes.

.....

(Extrait d'une note du Contentieux)

Répartition entre 1940-1941-1942
des 2.500 M. versés par la D.R.

=====

I - Les modifications de comptes que suppose la mise en oeuvre de la D.M. du 15 juillet 1943 impliquent-elles l'intervention de l'Assemblée Générale des actionnaires.

A - Les principes généraux en la matière semblent être les suivants :

D'une part, ainsi qu'il est de règle, l'Assemblée Générale approuve les comptes avec la réserve ci-après insérée in fine du rapport du Conseil d'Administration :

"Ajoutons que les chiffres par lesquels se traduit la liquidation de l'exercice ne sont pas définitifs. Ils sont susceptibles de se trouver ultérieurement modifiés par l'arrêté ministériel qui clôturera les comptes après avis de la Commission de vérification des comptes".

D'autre part, l'art. 16 du décret du 11 décembre 1940 modifié par le décret du 12 décembre 1941, relatif à l'organisation du contrôle, est ainsi conçu :

"La commission vérifie la régularité, au regard des textes et des conventions en vigueur, des imputations de dépenses et de recettes de la Société Nationale des chemins de fer français et des autres concessionnaires de chemins de fer d'intérêt général. Elle émet un avis quant au règlement des comptes et propose, le cas échéant, aux Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances les observations et redressements qu'elle estime devoir être faits sur ces comptes, en particulier sur les dépenses irrégulières, frustratoires ou ne présentant pas un caractère suffisant d'utilité.

"Les avis de la commission peuvent être donnés sur un élément isolé d'un compte avant l'examen de l'ensemble de ce dernier.

"Il est statué définitivement sur les comptes par les Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances.

"Sur l'avis émis par la commission à l'occasion des éléments isolés dont elle est saisie, le Secrétaire d'Etat aux Communications peut, s'il y a lieu, prendre, après consultation du Secrétaire d'Etat aux Finances, une décision dont il sera fait état lors du règlement des comptes".

De la combinaison de ces dispositions, on peut déduire ce qui suit :

- l'Assemblée Générale arrête les propositions à soumettre aux Ministres en vue du règlement des comptes;

- les Ministres, après avis de la Commission de vérification,

statuent définitivement sur les comptes; les rectifications qu'ils ordonnent obligent la S.N.C.F., sauf recours de celle-ci devant le Conseil d'Etat;

- il doit être rendu compte à l'Assemblée Générale des rectifications ainsi décidées; celles-ci lui sont soumises à la faveur des opérations auxquelles elles donnent lieu au titre de l'exercice en cours duquel l'arrêté de règlement est intervenu; le rapport du Conseil d'Administration commentera ces opérations, mais, à s'en tenir aux errements pratiqués antérieurement par les Compagnies qui étaient dans la même situation, il n'y a pas lieu de soumettre à l'Assemblée une résolution spéciale d'entérinement.

B - Tels étant les principes, on peut retenir que l'art. 16 du décret du 11 décembre 1940 donne latitude :

- d'une part, à la Commission de vérification de se prononcer sur un point particulier avant l'examen d'ensemble d'un compte;

- d'autre part, au Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications, après consultation du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, de prendre sans plus attendre, sur cet avis de la Commission, une décision dont il sera fait état lors du règlement définitif.

Nous avons admis, tout d'abord, qu'en la circonstance présente cette procédure pourrait être suivie suivant le schéma ci-après :

- il aurait été demandé à la Commission de vérification de donner son avis sur les redressements à opérer dans les Comptes 1940-1941-1942 par suite de la ventilation des 2.500 M. entre ces exercices; cet avis aurait été suivi d'une décision du Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications en accord avec son collègue des Finances;

- les opérations comptables auxquelles cette décision aurait donné lieu auraient trouvé leur traduction dans les Comptes de 1943 à soumettre à l'Assemblée Générale de 1944; il aurait suffi à ce moment d'appeler spécialement l'attention de l'Assemblée sur ces redressements.

Mais un examen plus approfondi amène à formuler, à l'encontre de cette solution, une double objection.

a) Il n'est pas certain que les rectifications ainsi opérées puissent être regardées comme parfaites avant ratification a posteriori par l'Assemblée Générale.

En particulier, il nous semble difficile d'admettre qu'elles produisent juridiquement leurs effets dès la décision du Ministre au point d'autoriser la S.N.C.F. à mettre en paiement, sans attendre l'Assemblée Générale de 1944, le complément de prime d'exploitation en découlant.

b° Surtout la procédure de rectification a posteriori dans le cadre du règlement des comptes ne vaut que pour autant que l'on se trouve dans la situation définie par l'art. 16 du décret du 11 décembre 1940.

Or, celle-ci n'est réalisée que dans la mesure où il s'agit d'irrégularités constatées "au regard des textes et conventions en vigueur, des imputations de dépenses et de recettes de la S.N.C.F.". On peut se demander si ne sont pas visées seulement les imputations faites par la S.N.C.F., donc approuvées par son Assemblée Générale.

En l'espèce, le doute est d'autant plus sérieux que le redressement porterait sur une recette non réalisée au cours de l'exercice.

C) Pratiquement, il ne s'agit pas aujourd'hui d'une rectification des comptes tels que, arrêtés par l'Assemblée Générale, ils ont été proposés en vue du règlement définitif. On entend refaire ces comptes, en y comprenant des éléments nouveaux dont l'Assemblée Générale ne pouvait avoir connaissance au moment où elle s'est prononcée et que, par suite, elle n'avait pas à y inclure.

Dans ces conditions, il paraît logique de considérer que cette Assemblée doit arrêter elle-même de nouveaux comptes.

Sans doute, ne saurait-on oublier que les règles du droit commun, en matière d'approbation des comptes comme en tout autre domaine, s'appliquent à la S.N.C.F. dans la mesure où celle-ci n'est pas tributaire de dispositions particulières. Or, les sociétés commerciales, dans le régime de la loi de 1867, ne peuvent procéder à la révision de leurs comptes, une fois ceux-ci approuvés par l'Assemblée Générale, que dans le cas d'erreur matérielle ou d'omission, et la situation à laquelle nous devons aujourd'hui faire face ne correspond à aucun de ces cas.

Mais il y a lieu de rappeler que l'Etat a, d'ores et déjà, donné son accord à la révision. Dans la mesure où les Compagnies maintiendront celui que suppose l'attitude de leurs représentants lors du compte rendu de la D.M. du 15 juillet 1943 fait au dernier Conseil, l'unanimité sera réalisée à l'Assemblée Générale. Cette unanimité couvrira l'irrégularité.

.....

P. CLOSSET.

Répartition entre 1940-1941- 1942

des 2.500 M. versés par la D.R.

--- -----

I - Dans quelles conditions est-il possible de dégager une prime d'exploitation distribuable, alors que l'Assemblée Générale a déjà approuvé les comptes et que l'on n'est pas en présence d'un arrêté de règlement définitif de ces comptes.

Ainsi qu'il est de règle, l'Assemblée Générale a approuvé les comptes de 1940 et de 1941 avec la réserve suivante insérée in fine du rapport du Conseil d'Administration :

"Ajoutons que les chiffres par lesquels se traduit la liquidation de l'exercice ne sont pas définitifs. Ils sont susceptibles de se trouver ultérieurement modifiés par l'arrêté ministériel qui clôturera les comptes après avis de la Commission de Vérification des Comptes".

De là, il suit que le montant de la prime distribuée au titre d'un exercice peut être modifié, sans nouvelle approbation de l'Assemblée Générale, après l'intervention de l'arrêté portant règlement définitif des comptes.

La situation en présence de laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'est sans doute pas exactement celle qui est ainsi prévue. Mais l'article 16 du décret du 11 décembre 1940 relatif à l'organisation du Contrôle est ainsi conçu :

"La commission vérifie la régularité, au regard des textes et des conventions en vigueur, des imputations de dépenses et de recettes de la Société Nationale des chemins de fer français et des autres concessionnaires de chemins de fer d'intérêt général. Elle émet un avis quant au règlement des comptes et propose, le cas échéant, aux secrétaires d'Etat aux communications et aux finances les observations et redressements qu'elle estime devoir être faits sur ces comptes, en particulier sur les dépenses irrégulières, frustratoires ou ne présentant pas un caractère suffisant d'utilité."

"Les avis de la commission peuvent être donnés sur un élément isolé d'un compte avant l'examen de l'ensemble de ce dernier."

"Il est statué définitivement sur les comptes par les secrétaires d'Etat aux communications et aux finances."

"Sur l'avis émis par la commission à l'occasion des éléments isolés dont elle est saisie, le secrétaire d'Etat aux communications peut, s'il y a lieu, prendre, après consultation du secrétaire d'Etat aux finances, une décision dont il sera fait état lors du règlement des comptes".

Ces dispositions prévoient donc explicitement :

- d'une part que la commission de vérification des comptes peut se prononcer sur un point particulier avant l'examen d'ensemble des comptes d'un exercice;
- d'autre part, que, sur cet avis de la commission, le Ministre Secrétaire d'Etat aux communications peut, avec l'accord du Ministre Secrétaire

d'Etat aux finances, prendre sans plus attendre une décision dont il sera fait état lors du règlement définitif.

En la circonstance actuelle, rien ne semble d'opposer à ce que cette procédure soit suivie - avis de la commission de vérification des comptes et décision des Ministres Secrétaire d'Etat aux communications et aux finances - et il n'apparaît pas, compte tenu de la réserve formulée dans le rapport du Conseil d'Administration pour chacun des exercices en cause, qu'il soit besoin d'une nouvelle approbation de l'Assemblée générale pour que se trouve valablement dégagé un complément de prime ~~pourrait~~ pouvant être mis en distribution.

Bien entendu, il serait rendu compte à l'Assemblée ~~générale~~ de juin 1944 des diverses opérations effectuées en 1943 au titre des comptes des exercices 1940, 1941 et 1942.

II - Modalités de répartition du complément de prime.

Pratiquement on ne peut envisager d'allouer le complément de prime aux parties prenantes des exercices 1940 et 1941 et il faut trouver une formule qui permette de répartir ce complément entre les bénéficiaires actuels de prime.

A - Le régime institué sous l'empire de la convention de 1921 aurait pu suggérer une formule qui se serait inspirée de la disposition suivante insérée dans le décret du 29 décembre 1922 relatif à la prime de gestion :

"Les corrections que pourrait faire apparaître la vérification ultérieure des comptes de chaque réseau sont reportées sur le montant de la prime afférente à l'exercice au cours duquel le Ministre arrête le compte définitif".

De toutes façons nous serons dans l'obligation de faire compléter les arrêtés ministériels pris en exécution de l'art. 36 de la convention du 31 août 1937 par un texte de ce genre, les règlements définitifs de compte ne pouvant pas ne pas aboutir à des rectifications de prime.

Mais cette formule ne serait pas suffisante aujourd'hui dans la mesure où l'on entend se réserver la faculté de distribuer le complément de prime sans attendre la mise en paiement de la prime de 1943 à l'issue de l'Assemblée de juin 1944.

D'autre part, s'agissant d'une disposition d'ordre général applicable à tous les exercices, on ne pourrait supprimer la référence à la première distribution de prime à intervenir. Car il pourra arriver que la rectification fasse apparaître un trop perçu lequel ne peut être évidemment être repris que sur un versement effectif de prime.

B - Dans ces conditions, il convient pour le moment de laisser de côté l'aménagement des arrêtés ministériels de 1939, la question étant réservée pour être traitée ultérieurement.

En réalité, on ne peut envisager qu'une décision d'espèce. Les deux ministres secrétaires d'Etat aux communications et aux finances sont habilités à la prendre par l'art. 37 de la convention du 31 août 1937 lequel dispose :

"Un arrêté concerté des Ministres des Travaux Publics et des Finances fixera, la Société Nationale entendue, les modalités de répartition des deux primes visées à l'art. 36".

Il suffira, à notre avis, que la décision ministérielle à intervenir à la suite de l'avis de la commission de vérification des comptes précise in fine que la S.N.C.F. est autorisée à mettre en distribution, à titre de complément de la prime de 1942 et dans les mêmes conditions que pour cette dernière prime, une somme de M., le surplus du montant de la prime dégagé pour chacun des exercices 1940 et 1941 étant conservé en vue de rectifications ultérieures que les arrêtés définitifs de comptes feraient apparaître.

signé : CLOSSET.